



Caisse des Dépôts
Direction des opérations
et du pilotage de la transformation opérationnelle

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**PRESTATIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
INFORMATIQUE ET DE CONSEIL METIER**

AFFAIRE N° 20255003

Cahier des Clauses Administratives Particulières **(C.C.A.P.)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2 – DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3 – PRIX PLAFONDS POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS	6
1.4 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE	10
1.5 – TYPE D'ACCORD-CADRE ET FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
1.6 – MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
1.7 – MODALITES DE SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	16
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENT	17
2.1 – PIECES CONTRACTUELLES DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE (LOTS 3,4 ET 5)	17
2.2 – PIECES CONTRACTUELLES DES ACCORDS-CADRES ET DES MARCHES SUBSEQUENTS (LOTS 1,2,6,7,8,9,10 ET 11)	17
ARTICLE 3 : DELAI D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	18
3.1 – DELAIS D'EXECUTION	18
3.2 – PROLONGATION DES DELAIS	19
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
4.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
4.2 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE	20
4.3 – OBLIGATION DE CONSEIL ET DE MISE EN GARDE	22
4.4 – FORCE MAJEURE	23
4.5 – RECOURS PAR LE TITULAIRE A DES TIERS POUR L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	23
4.6 – TRAVAIL DISSIMULE	24
4.7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	24
4.8 – PERSONNEL DU TITULAIRE	25
4.9 – DISPOSITIONS RELATIVES AU CONFLIT D'INTERET	25
4.10 – SUIVI QUALITE DES MISSIONS	26
4.11 – RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	26
4.12 – REMISE DE FIN D'ANNEE (RFA) SOUS LA FORME D'HEURES D'INSERTION	27
4.13 – REMISE DE FIN D'ANNEE (RFA) FINANCIERE UNIQUEMENT POUR LES LOTS 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11	29
4.14 – ACCESSIBILITE NUMERIQUE	31
ARTICLE 5 : GARANTIES FINANCIERES	32
ARTICLE 6 : PRIX DE L'ACCORD-CADRE	32
6.1 – LES 3 – 4 – 5 : CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES DE L'ACCORD-CADRE	32
6.2- LOTS 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 : CARACTERISTIQUES DES PRIX PLAFONDS DE L'ACCORD-CADRE	33
6.3- LOTS 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 : CARACTERISTIQUES DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	33

6.4- CARACTERISTIQUES COMMUNES A L'ENSEMBLE DES LOTS	34
ARTICLE 7 : AVANCE	36
ARTICLE 8 : MODALITES DE REGLEMENT	36
8.1 – ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS	36
8.2 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	36
8.3 – FACTURATION EN CAS DE GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET SOUS-TRAITANCE	38
8.4 – DELAI DE PAIEMENT	38
ARTICLE 9 : PENALITES APPLICABLES	39
9.1 – CONDITIONS GENERALES D'APPLICATION DES PENALITES	39
9.2 – PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION	40
9.3 – PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL	40
ARTICLE 10 : VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	41
ARTICLE 11 : DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	42
11.1 – REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE APPLICABLE AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES ET CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS	42
11.2 – REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE APPLICABLE AUX RESULTATS	42
ARTICLE 12 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	44
ARTICLE 13 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES	45
13.1 – RESPONSABILITE CONTRACTUELLE DU TITULAIRE	45
13.2 – ASSURANCES	45
ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE	46
ARTICLE 15 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	46
15.1 – REGULARITE ADMINISTRATIVE DU TITULAIRE	46
15.2 – INFORMATION DU TITULAIRE SUR LE DISPOSITIF DE DEONTOLOGIE DE L'ACHETEUR	48
15.3 – INFORMATION DU TITULAIRE S'AGISSANT DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	48
15.4 – INFORMATION DU TITULAIRE SUR L'ASSUJETTISSEMENT DE LA CAISSE DES DEPOTS A LA REGLEMENTATION SUR LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (LCB-FT)	48
ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES (P.I.)	48

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 – Objet de l'Accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ont pour objet des prestations des **prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage informatique et de conseil métier**.

Lieu(x) d'exécution : France entière

Dans le présent document, on entend par « Titulaire(s) » le(s) opérateur(s) économique(s) pour lesquels le présent Accord-Cadre a été notifié.

L'accord-cadre est passé par un groupement d'achat, conclu entre la Caisse des Dépôts et consignations (ci-après « la CDC » ou « le coordonnateur ») et sa filiale CDC Informatique.

Cet Accord-cadre se décompose en **11 lots**.

Politique d'équipement informatique :

- Les prestataires qui travaillent hors site CDC utilisent le matériel fourni par leur entreprise et sont équipés d'un dispositif de connexion à distance sécurisé fourni par la CDC
- Les prestataires qui travaillent sur site CDC utilisent par défaut le matériel fourni par leur entreprise et sont équipés d'un dispositif de connexion à distance sécurisé fourni par la CDC. Sur dérogation de la CDC, les prestataires pourront être équipés de matériel CDC dès lors que :
 - o leur activité leur donne accès à des données sensibles ;
 - o leur activité nécessite des caractéristiques techniques ou des logiciels spécifiques ;
 - o leur activité nécessite une puissance matérielle importante.

Réalisation de prestations similaires :

L'Acheteur pourra également attribuer un Accord-cadre pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de l'accord-cadre, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux prestations en cause.

1.2 – Décomposition de l'Accord-cadre

L'Accord-Cadre est conclu avec plusieurs Titulaires, en application de l'article L.2125-1 du Code de la commande publique.

Cet Accord-cadre se décompose en **11 lots, multi-attributaires**.

Concernant les lots 1, 2,6, 7, 8, 9, 10 et 11, Chaque lot donnera lieu à la passation d'un accord-cadre à marchés subséquents sans montant minimum, **mais avec un montant maximum en valeur défini par lot conformément au tableau ci-dessous**, conclu avec plusieurs Titulaires, **sous réserve d'un nombre suffisant d'offres** (Cf. art.1.4 du Règlement de la Consultation) et dans la limite du nombre de titulaires indiqué par lot dans le tableau ci-dessous.

Les marchés subséquents issus des présents accords-cadres seront attribués dans les conditions définies à l'article 1.5 du présent CCAP.

Les Titulaires des présents accords-cadres seront consultés, à la survenance du besoin, pour la réalisation des missions. A l'issue de la consultation, un marché subséquent sera conclu avec la société ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Concernant les lots 3, 4 et 5, Chaque lot donnera lieu à des accords-cadres à bons de commande dont les **prestations à prix unitaires à bons de commande sont conclus sans montant minimum mais avec un montant maximum en valeur défini par lot conformément au tableau ci-dessus**, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et des articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Toutefois, l'Acheteur se réserve la possibilité de lancer des procédures hors accord-cadre pour des besoins spécifiques exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre. Il pourra en être de même en cas de consultation pour l'attribution d'un marché subséquent restée infructueuse ou déclarée sans suite.

Dans la suite du présent document, on entend par « Accord-cadre » chacun des accords-cadres auquel donneront lieu les lots de la Consultation et par « Titulaire » chacun des candidats auquel aura été notifié un accord-cadre au terme de la Consultation.

Les prestations sont réparties en **11 lots**, désignés ci-dessous :

N°	Intitulé du lot	Forme de l'accord-cadre	Nombre de titulaires	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord-cadre (4 ans)
1	Conseil métier et AMOA Finance de marché	MS	15	32 000 000 €
2	SI des Métiers de la Banque des Territoires et des Moyens de paiement	MS	20	40 000 000 €
3	AMOA en gestion des politiques sociales (retraites, solidarité, formation professionnelle, handicap) - Site PARIS	BDC	6	9 600 000 €
4	AMOA en gestion des politiques sociales (retraites, solidarité, formation professionnelle, handicap) - Site ANGERS	BDC	6	9 600 000 €
5	AMOA en gestion des politiques sociales (retraites, solidarité, formation professionnelle, handicap) - Site BORDEAUX	BDC	8	15 300 000 €
6	Prestations particulières AMOA et Conseil Métier DPS Paris et Province tous sites	MS	5	9 000 000 €
7	Conseil métier et AMOA des fonctions support (RH, Immobilier, communication)	MS	10	6 500 000 €
8	Conseil métier et AMOA en Production comptable, Pilotage financier, économique et budgétaire et Achats	MS	15	16 000 000 €
9	Conseil métier et AMOA en Juridique, réglementaire, contrôle interne, audit interne et gestion des risques	MS	15	16 000 000 €
10	Sécurité des systèmes d'information et plan de secours informatique	MS	10	16 000 000 €
11	Conseil et expertises SI DATA / IA/ Référentiels, socles documentaires, digitalisation des processus et expérience clients, Architecture SI et Méthodes	MS	15	20 000 000 €

La décomposition détaillée des lots est précisée dans le CCTP.

1.3 – Prix plafonds pour les marchés subséquents

Les prix plafonds sont établis en fonction des compétences, de l'expérience et des responsabilités associées à chaque profil, et sont destinés à encadrer les coûts des prestations intellectuelles fournies dans le cadre du marché public. Ils ne pourront en aucun cas être dépassés. Les prix plafonds fixés pour chaque profil sont établis dans le but de garantir une juste rémunération des prestations intellectuelles tout en assurant la maîtrise des coûts pour l'acheteur public, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Chaque candidat devra proposer un tarif plafond pour les profils suivants :

- PROFIL 1 : Consultant métier ou AMOA **Junior** (expérience inférieure à 3 ans)
- PROFIL 2 : Consultant métier ou AMOA **Confirmé** (expérience à partir de 3 ans et inférieur à 8 ans)
- PROFIL 3 : Consultant **Sénior** (expérience à partir de 8 ans et inférieur à 15 ans)
- PROFIL 4 : Consultant ayant acquis une **expertise avérée** (expérience supérieure à 15 ans)

Afin d'encadrer de manière optimale les coûts, l'acheteur a fixé un **maximum par prix plafond pour tous les lots de l'accord-cadre**.

Les maximums pour chaque profil de consultant ou d'expert intervenant dans le cadre du présent marché de conseil sont fixés comme suit :

N°	Intitulé du lot	Prix plafond maximum pour le profil 1 Consultant métier ou AMOA junior	Prix plafond maximum pour le profil 2 Consultant métier ou AMOA Confirmé	Prix plafond maximum pour le profil 3 Consultant sénior
1	Conseil métier et AMOA Finance de marché	650 €	850 €	1 150 €
2	SI des Métiers de la Banque des Territoires et des Moyens de paiement	650 €	800 €	1 000 €
6	Prestations particulières AMOA et Conseil Métier DPS Paris et Province tous sites	600 €	750 €	900 €
7	Conseil métier et AMOA des fonctions support (RH, Immobilier, communication)	650 €	800 €	1 000 €
8	Conseil métier et AMOA en Production comptable, Pilotage financier, économique et budgétaire et Achats	700 €	900 €	1 150 €
9	Conseil métier et AMOA en Juridique, réglementaire, contrôle interne, audit interne et gestion des risques	700 €	900 €	1 150 €
10	Sécurité des systèmes d'information et plan de secours informatique	700 €	900 €	1 100 €
11	Conseil et expertises SI DATA / IA/ Référentiels, socles documentaires, digitalisation des processus et expérience clients, Architecture SI et Méthodes	635 €	800 €	1 000 €

Pour le profil 4 Consultant ayant acquis une **expertise avérée**, aucun maximum pour le prix plafond n'est imposé.

Pour le lot 3 les montants maximums par bon de commande sont les suivants :

Bons de commande - Prestations à prix unitaires Forfait par prestation et pour une intervention			Montant maximum en € HT
Prestation Direction de projet complexe	Prestation Direction de Projet pour une mission courte (5j/h)	Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 450 €
Prestation Gestion de projet moyen	Prestation Gestion de projet / gestion de patrimoine pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 650 €
Prestation Gestion de projet complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 450 €
Prestation PMO moyen	Prestation Project management office (PMO) pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 650 €
Prestation PMO complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 450 €
Prestation BA simple	Prestation AMOA/Business Analyst pour une mission courte (5j/h)	Simple (junior < 3 ans d'expérience)	2 850 €
Prestation BA moyen		Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 650 €
Prestation BA complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 450 €
Prestation PA moyen	Prestation Product Analyst pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 650 €
Prestation PA complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 450 €
Prestation PO moyen	Prestation Product Owner pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 650 €
Prestation PO complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 450 €
Prestation UX/UI simple	Prestation UX/UI pour une mission courte (5j/h)	Simple (junior < 3 ans d'expérience)	2 850 €
Prestation UX/UI moyen		Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 650 €
Prestation UX/UI complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 450 €
Prestation automaticien simple	Prestation D'Automaticien de test pour une mission courte (5j/h)	Simple (junior < 3 ans d'expérience)	2 850 €
Prestation automaticien moyen		Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 650 €
Prestation automaticien complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 450 €
Astreinte jour	Tarif de l'heure pour astreinte et/ou intervention en semaine en dehors de la plage 9h-18h		90 € / l'heure
Astreinte WE	Tarif de l'heure pour astreinte et/ou intervention le week-end		175 / l'heure

Pour le lot 4 les montants maximums par bon de commande sont les suivants :

Bons de commande - Prestations à prix unitaires Forfait par prestation et pour une intervention			Montant maximum en € HT
Prestation Direction de projet complexe	Prestation Direction de Projet pour une mission courte (5j/h)	Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 250 €
Prestation Gestion de projet moyen	Prestation Gestion de projet / gestion de patrimoine pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 450 €
Prestation Gestion de projet complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 250 €
Prestation PMO moyen	Prestation Project management office (PMO) pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 450 €
Prestation PMO complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 250 €
Prestation BA simple	Prestation AMOA/Business Analyst pour une mission courte (5j/h)	Simple (junior < 3 ans d'expérience)	2 750 €
Prestation BA moyen		Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 450 €
Prestation BA complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 250 €
Prestation PA moyen	Prestation Product Analyst pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 450 €
Prestation PA complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 250 €
Prestation PO moyen	Prestation Product Owner pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 450 €
Prestation PO complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 250 €
Prestation UX/UI simple	Prestation UX/UI pour une mission courte (5j/h)	Simple (junior < 3 ans d'expérience)	2 750 €
Prestation UX/UI moyen		Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 450 €
Prestation UX/UI complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 250 €
Prestation automaticien simple	Prestation D'Automaticien de test pour une mission courte (5j/h)	Simple (junior < 3 ans d'expérience)	2 750 €
Prestation automaticien moyen		Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 450 €
Prestation automaticien complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 250 €
Astreinte jour	Tarif de l'heure pour astreinte et/ou intervention en semaine en dehors de la plage 9h-18h		85 € / l'heure
Astreinte WE	Tarif de l'heure pour astreinte et/ou intervention le week-end		170 € / l'heure

Pour le lot 5 les montants maximums par bon de commande sont les suivants :

Bons de commande - Prestations à prix unitaires Forfait par prestation et pour une intervention			Montant maximum en € HT
Prestation Direction de projet complexe	Prestation Direction de Projet pour une mission courte (5j/h)	Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 050 €
Prestation Gestion de projet moyen	Prestation Gestion de projet / gestion de patrimoine pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 300 €
Prestation Gestion de projet complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 050 €
Prestation PMO moyen	Prestation Project management office (PMO) pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 300 €
Prestation PMO complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 050 €
Prestation BA simple	Prestation AMOA/Business Analyst pour une mission courte (5j/h)	Simple (junior < 3 ans d'expérience)	2 600 €
Prestation BA moyen		Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 300 €
Prestation BA complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 050 €
Prestation PA moyen	Prestation Product Analyst pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 300 €
Prestation PA complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 050 €
Prestation PO moyen	Prestation Product Owner pour une mission courte (5j/h)	Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 300 €
Prestation PO complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 050 €
Prestation UX/UI simple	Prestation UX/UI pour une mission courte (5j/h)	Simple (junior < 3 ans d'expérience)	2 600 €
Prestation UX/UI moyen		Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 300 €
Prestation UX/UI complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 050 €
Prestation automaticien simple	Prestation D'Automaticien de test pour une mission courte (5j/h)	Simple (junior < 3 ans d'expérience)	2 600 €
Prestation automaticien moyen		Moyen (confirmé de 3 à 8 ans d'expérience)	3 300 €
Prestation automaticien complexe		Complexe (Sénior > 8 ans d'expérience)	4 050 €
Astreinte jour	Tarif de l'heure pour astreinte et/ou intervention en semaine en dehors de la plage 9h-18h		75 €/ l'heure
Astreinte WE	Tarif de l'heure pour astreinte et/ou intervention le week-end		150 € / l'heure

Toute proposition tarifaire excédant le montant des prix plafonds fixés pour un profil spécifique sera considérée comme non conforme et pourra être rejetée par l'acheteur public.

1.4 – Durée de l'Accord-cadre

Pour chaque lot, l'accord-cadre est conclu pour une période initiale **de deux (2) ans** à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit **tacitement deux (2) fois** pour une période d'**un (1) an** sans que sa durée totale ne puisse excéder **quatre (4) ans**. Les Titulaires de l'accord-cadre ne pourront pas s'opposer à ces reconductions.

La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par l'Acheteur au moins **trois (3) mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Dans le cas où l'Acheteur décide de ne pas reconduire l'Accord-cadre, la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

Dans le cas où le groupement d'achat décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le Coordonnateur est seul habilité à notifier cette décision aux Titulaires par écrit au moins **trois (3) mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

1.5 – Type d'Accord-cadre et forme des marchés subséquents

L'Accord-Cadre sera exécuté en partie par la **conclusion de marchés subséquents** (lots n°1,2,6,7,8,9,10 et 11) et directement par **l'émission de bons de commande** (lots n°3, 4 et 5), tel que précisé ci-dessous :

L'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est subordonnée à la conclusion préalable de marchés subséquents, sur le fondement de l'accord-cadre, selon les conditions définies au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) visé à l'article 2 du présent C.C.A.P.

La forme des marchés à venir sera définie par chaque marché subséquent, en fonction des besoins spécifiques à chaque consultation. Ces derniers pourront être forfaitaires, unitaires à bon de commande ou mixtes.

De plus, ils pourront également **être allotés en fonction du besoin** décrit dans la fiche de mission valant cahier des charges.

- **Concernant les lots n° 3, 4 et 5** : Chaque lot donnera lieu à un accord-cadre qui s'exécutera par **émission de bons de commande**. Les modalités d'attribution des bons de commande sont précisées ci-dessous.

1.6 – Modalités d'attribution des bons de commande et des marchés subséquents

1.6.1 - Concernant les lots n°3, 4 et 5 : Modalités d'attribution des bons de commande :

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, l'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

Les modalités de passation des bons de commande visent à garantir un équilibre financier entre les différents titulaires de l'accord-cadre en procédant à une répartition équitable des commandes.

Les bons de commande seront attribués à l'un des titulaires de l'accord-cadre en fonction des besoins émis. L'Acheteur respectera un équilibre financier entre chaque titulaire en procédant à une répartition équitable des commandes. La notification de ces bons de commande tiendra compte notamment de la disponibilité de chaque Titulaire lors de la survenance du besoin et du volume de prestations confiées par l'Acheteur dont chaque Titulaire a la charge à ce moment.

Afin d'assurer une répartition équitable des commandes et de favoriser une concurrence saine, les dispositions suivantes sont mises en place :

1. **Répartition initiale des commandes** : Les bons de commande sont initialement répartis entre les titulaires de l'accord-cadre
2. **Réévaluation périodique** : À intervalles réguliers, l'acheteur procède à une réévaluation de la répartition des bons de commande en fonction du volume financier des commandes déjà passées et du respect des engagements pris par chaque titulaire. Cette réévaluation permet d'ajuster la répartition des commandes pour les périodes suivantes, en tenant compte de la performance et de la capacité de chaque titulaire à répondre aux besoins de l'acheteur.

Cette clause vise à assurer une concurrence équitable et à maintenir un équilibre financier entre les titulaires de l'accord-cadre, tout en garantissant que l'acheteur bénéficie de prestations de qualité répondant à ses besoins.

Le respect des conditions d'exécution de cet équilibre est assuré par l'Acheteur.

Emission des Bons de commande

Ces prestations unitaires sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur. L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins **par application aux quantités réellement exécutées des prix indiqués dans le bordereau de prix unitaires** de l'Accord-cadre concerné.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations
- la durée d'exécution des prestations.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail et pourront être émis en fonction des besoins de l'Acheteur, tout au long de l'exécution de l'Accord-cadre.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'Accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par un représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

1.6.2 - Concernant les lots n°1, 2, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 : Modalités d'attribution des marchés subséquents :

L'Acheteur aura la possibilité de lancer des marchés subséquents jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Il ne pourra cependant retenir une date de passation et une durée d'exécution telles que l'exécution dudit marché subséquent se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Chaque marché subséquent est attribué après remise en concurrence des Titulaires du lot correspondant à l'objet du marché subséquent. Les prestations sont exécutées dans le cadre de marchés subséquents conclus par l'Acheteur sur le fondement de l'accord-cadre en fonction de ses besoins.

1.6.2.1 – Mise en concurrence des Titulaires via le marché subséquent :

La remise en concurrence est réalisée par la diffusion par voie dématérialisée via la plateforme de dématérialisation (profil d'acheteur), d'une fiche de mission valant cahier des charges détaillant :

- L'objet de la mission, les livrables attendus du titulaire et le découpage éventuel du marché subséquent en phases
- L'estimation de charge par niveau de qualification et les savoir-faire recherchés
- Les contraintes particulières liées à la prestation
- La pondération des sous critères d'analyses technique et financière
- La date de démarrage et la durée prévisionnelle de la mission
- Le cas échéant, le délai maximum d'exécution des prestations ou de remise des livrables
- La forme du prix des prestations
- Une grille financière à remplir
- La date et l'heure limites de réception des offres des Titulaires
- Les modalités et l'adresse de dépôt des offres des Titulaires

- Acceptation de l'offre par la CDC et date de notification effective
- Les coordonnées auxquelles les Titulaires peuvent adresser toute demande de renseignements

Les titulaires de l'accord-cadre transmettront leurs offres par voie dématérialisée via la plateforme de dématérialisation (profil d'acheteur). **Ils s'engagent à formuler une réponse à l'occasion de chaque marché subséquent.**

Si un titulaire de l'accord-cadre ne souhaite pas répondre ou n'est pas en mesure de répondre à un marché subséquent proposé, pour quelque raison que ce soit, **il doit en avertir l'Acheteur par courriel dans le délai imparti pour les réponses**, et motiver son absence de réponse. **Sans cette information, l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire dans le cas où un titulaire ne répond pas à plusieurs sollicitations successives.**

Il appartient au Titulaire de prendre toutes mesures pour faire face à ses engagements.

Les offres des Titulaires de l'accord-cadre comprendront a minima et sous réserve de la demande de pièces ou d'informations supplémentaires spécifiée dans la fiche de mission/cahier des charges du marché subséquent transmise par l'Acheteur

- Une note présentant l'organisation de la mission et les modalités d'exécution, notamment les plannings d'intervention par profil et les modalités de suivi de mission
- Les profils des consultants proposés pour la mission, portant la mention du niveau de qualification qui leur correspond dans l'annexe financière
 - PROFIL 1 : Consultant métier ou AMOA **Junior** (expérience inférieure à 3 ans)
 - PROFIL 2 : Consultant métier ou AMOA **Confirmé** (expérience à partir de 3 ans et inférieur à 8 ans)
 - PROFIL 3 : Consultant **Sénior** (expérience à partir de 8 ans et inférieur à 15 ans)
 - PROFIL 4 : Consultant ayant acquis une **expertise avérée** (expérience supérieure à 15 ans)
- Une proposition tarifaire composée :
 - du nombre d'intervenants prévus, leur niveau, et la charge prévue pour effectuer la mission, pour chaque niveau de compétence
 - des prix unitaires indiqués au bordereau de prix unitaire et ou la décomposition du prix global et forfaitaire.

L'annexe financière transmise par l'Acheteur ne doit absolument pas être modifiée.

Les Titulaires de chaque accord-cadre devront répondre obligatoirement avant les date et heure indiquées sur le document intitulé « Fiche de mission » valant cahier des charges au marché subséquent et retourner l'annexe financière dûment complétée.
Toute offre arrivée après la date et l'heure limite sera rejetée.

Le délai de validité des offres est de 45 jours à compter de la date limite de dépôts des offres fixée dans la fiche de mission/cahier des charges du marché subséquent.

1.6.2.2 –Critères d'attribution des marchés subséquents :

Pour les lots 1,2,6,7,8,9,10 et 11 : les critères d'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante :

Les critères d'attributions des marchés subséquents sont :

Désignation des critères et sous critères des marchés subséquents	Pondération
Critère 1 : Valeur technique apprécié au regard des sous-critères suivants :	60%
Sous-critère 1 : La pertinence de la méthodologie proposée, comprenant a minima la compréhension du besoin, la méthodologie d'intervention permettant de répondre aux besoins exprimés, les modalités de pilotage des prestations, la structuration et la clarté du calendrier proposé et une analyse étayée de la prestation demandée au travers de l'identification de facteurs clés de succès et de points de vigilance ou de retour d'expérience	30% à 70%
Sous-critère 2 : L'expérience et la compétence de l'équipe dédiée	30% à 70%
Critère 2 : Prix des prestations (montant global)	40%

Lors de l'examen des offres, l'Acheteur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Après élimination des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du code de la commande publique, et classement des offres conformes par application des critères annoncés ci-dessus, le marché subséquent est attribué au Titulaire ayant remis l'offre classée au premier rang de ce classement.

Il est possible, en accord avec le Titulaire retenu, de procéder à une mise au point des composantes du marché subséquent sans que ces modifications puissent remettre en cause les éléments substantiels de l'offre, du marché subséquent ou de l'accord-cadre, de fausser la concurrence ou d'entraîner des discriminations.

Les Titulaires non retenus en seront avertis par voie dématérialisée via la plateforme de dématérialisation (profil acheteur), le plus rapidement possible dès que l'Acheteur aura fait son choix.

L'acte d'engagement du marché subséquent est transmis par voie dématérialisée via la plateforme de dématérialisation (profil acheteur) au Titulaire auquel le marché subséquent a été attribué. Celui-ci le signe électroniquement et le dépose à son tour sur la plateforme de dématérialisation pour signature par l'Acheteur. L'Acheteur transmet ensuite, via la plateforme de dématérialisation, au Titulaire l'acte d'engagement du marché subséquent signé, l'accusé de réception de cet envoi valant date de notification officielle du marché subséquent à son Titulaire. La notification peut également s'effectuer en mains propres contre remise de récépissé.

1.6.2.3 –Déclaration sans suite des procédures d'attribution des marchés subséquents :

L'Acheteur peut à tout moment mettre fin à la procédure d'attribution d'un marché subséquent en

la classant sans suite.

1.6.2.4 – Profils contractualisés dans le cadre d'un marché subséquent :

Toute substitution de profils doit être préalablement approuvée par l'Acheteur. Le Titulaire doit soumettre les qualifications et expériences des nouveaux profils proposés pour validation. L'Acheteur se réserve le droit de refuser tout profil ne répondant pas aux exigences initiales. Le Titulaire devra lui proposer d'autres profils sans quoi l'Acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité pour non-respect des profils présentés dans le marché subséquent.

1.6.2.5 – Accessibilité numérique

Pour les marchés subséquents relatifs à des projets de services numériques mettant en jeu des interfaces utilisateurs, les profils devront avoir suivi une formation spécifique en fonction de son métier dans un organisme de formation compétent sur le sujet. Le certificat de suivi de formation est demandé lors de la remise de l'offre au marché subséquent. Si le profil n'a pas suivi de formation, le Titulaire s'engage à l'inscrire dans les 3 mois maximum suivant le début de la prestation. Le certificat de suivi de formation sera exigé à l'issue de la formation.

1.6.2.6 – Approche produit agile dans les marchés subséquents

Dans un environnement qui évolue de plus en plus vite, toujours plus concurrentiel et devant l'urgence environnemental et budgétaire auxquelles fait face la France, la Caisse des Dépôts accélère l'effort d'optimisation de son efficacité et efficacité.

Pour se faire, elle poursuit depuis quelques années un plan d'amélioration continue de sa performance opérationnelle et a récemment entrepris une transformation et réorganisation de sa filière SI. L'objectif principal étant de pouvoir répondre de mieux en mieux aux irritants et attentes de ses clients, et des citoyens français.

Une transformation systémique qui est engagée sur plusieurs dimensions interdépendantes, visant :

- à piloter par la valeur,
- à améliorer la rapidité, la décentralisation et la justesse des décisions,
- à accroître la capacité à s'adapter aux changements,
- à identifier et réduire les sources de gaspillage

L'approche produit agile est par conséquent de plus en plus présente au sein de l'établissement public. Il est donc attendu de tout intervenant externe une appropriation des principes, pratiques et valeurs sous jacent, ainsi qu'une contribution en alignement sur son périmètre d'intervention.

Des procédures en adéquation avec cette approche sont en place, tout intervenant externe se doit de les connaître et de réaliser, selon le rôle sur lequel il intervient, les activités et livrables inscrits. Tout défaut constaté fera l'objet d'un avertissement auprès du référent du contrat. En cas de répétition de ces défauts de respect du cadre, une procédure de rupture de contrat pourra être engagée.

1.6.2.7 – Marché subséquent exécuté à Bons de commande

Les marchés subséquents sont émis à la survenance du besoin et peuvent comprendre l'émission de bons de commande en application du bordereau de prix unitaires contractualisé dans le marché.

Ces prestations unitaires sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur. L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins **par application aux quantités réellement exécutées des prix indiqués dans le bordereau de prix unitaires** du marché subséquent concerné.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- La quantité de prestation attendue
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;
- la durée d'exécution des prestations ;
- En cas d'appel à un sous-traitant, son nom ou sa raison sociale.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail et pourront être émis en fonction des besoins de l'Acheteur, tout au long de l'exécution du Marché subséquent.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents du Marché subséquent, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par un représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du Marché subséquent peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

1.7 - Modalités de suivi de l'Accord-Cadre

Le Titulaire précisera les coordonnées d'un interlocuteur unique et de son remplaçant ou d'une boîte mail générique, pour assurer l'interface du Titulaire avec l'Acheteur, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières. Responsable du suivi global de la procédure, cet interlocuteur recevra les projets de marchés subséquents dans le cadre des diverses consultations. Cet interlocuteur sera aussi le point de contact de la direction des achats dans le cadre des bons de commandes passés.

En cas de remplacement, la société notifie immédiatement à l'Acheteur les coordonnées du nouvel interlocuteur et prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

Les coordonnées de l'interlocuteur unique de l'Acheteur seront précisées dans chaque marché subséquent.

Le suivi de l'accord-cadre sera réalisé par le Pôle Pilotage, performance et contrôle des achats.

Article 2 : Pièces contractuelles de l'Accord-cadre et des marchés subséquent

2.1 - Pièces contractuelles des accords-cadres à bons de commande (lots 3,4 et 5)

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. – P.I., Les pièces contractuelles de l'Accord-cadre (ci-après « les Documents Contractuels ») sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) pour chacun des lots
- Le bordereau de prix unitaires pour chacun des lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :
 - ✓ Son annexe 1 RGPD relative au traitement des données personnelle pour les lots 3 – 4 – 5
 - ✓ Son annexe 2 intitulée « Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS) » ;
 - ✓ Son annexe 3 Attestation de non-conflit d'intérêt ;
 - ✓ Son annexe 4 Plaquette CDC Portail SY
 - ✓ Son annexe 5 Portail bonne pratique
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres
- Le mémoire technique du Titulaire remis dans son offre
- Les bons de commande émis en cours d'exécution

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

2.2 - Pièces contractuelles des accords-cadres et des marchés subséquents (lots 1,2,6,7,8,9,10 et 11)

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. – P.I., les pièces contractuelles de l'accord-cadre (ci-après « les Documents Contractuels ») sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) pour chacun des lots
- La grille de tarifs plafonds pour chacun des lots
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe relative au traitement des données personnelles commun à l'ensemble des lots
 - ✓ Son annexe RGPD relative au traitement des données personnelle,

- ✓ Son annexe intitulée « Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS) » ;
- ✓ Son annexe Attestation de non-conflit d'intérêt ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun à l'ensemble des lots
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres
- Le mémoire technique du Titulaire remis dans son offre.

Les pièces contractuelles de chaque marché subséquent sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement du marché subséquent
- La fiche de mission valant cahier des charges du marché subséquent
- La proposition tarifaire détaillée remise par le Titulaire dans son offre pour le marché subséquent
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres
- Le mémoire technique / note méthodologique du Titulaire
- Les bons de commande émis en exécution du marché subséquent, le cas échéant.

Les prestations seront réalisées dans le cadre des marchés subséquents.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives de l'accord-cadre et les pièces constitutives des marchés subséquents, les dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre prévaudront sauf concernant le régime de la protection des données à caractère personnel.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

Article 3 : Délai d'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents

3.1 – Délais d'exécution

Pour les Accords-cadres à bons de commande (lots 3,4 et 5) :

Les délais d'exécution des prestations et de remise des livrables sont fixés dans le CCTP ou à défaut dans chaque bon de commande. Le non-respect de ces délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés à l'article 9 du présent CCAP.

L'Acheteur aura la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande notifiés avant la date d'échéance de l'Accord cadre peut-être poursuivie au-delà de cette date.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

Pour les accords-cadres à marchés subséquent (lots 1,2,6,7,8,9,10 et 11) : délais d'exécution des marchés subséquents :

Chaque marché subséquent détermine son propre délai d'exécution.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque marché subséquent conformément aux stipulations des pièces du marché subséquent. Le délai d'exécution ou de livraison commence à courir à compter de la date de notification du marché subséquent.

L'Acheteur aura la possibilité de notifier des marchés subséquents et des bons de commande émis en exécution du marché subséquent jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande émis en exécution du marché subséquent notifiés avant la date d'échéance de l'Accord cadre, peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, la Caisse des Dépôts ne peut notifier au Titulaire des marchés subséquents dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

3.2 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I.

Par dérogation à l'article 13.3 du C.C.A.G. – P.I., le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

4.1 – Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-cadre qui lui sont attribuées conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

En outre, Le Titulaire s'engage à respecter les Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS), telle que visée en annexe.

Le Titulaire s'engage à fournir à l'Acheteur des livrables qui ne portent en aucune manière atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la vie privée, l'image, l'honneur. Il garantit de même que ces contenus sont conformes à la déontologie professionnelle et ne constituent ni un dénigrement, ni une diffamation.

Le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent, telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements

relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent qui lui ont été attribués ou susceptibles d'affecter l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié à l'Acheteur chargé du suivi global de l'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent qui lui est attribué. Ce dernier sera l'interlocuteur unique de l'Acheteur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'Accord-cadre / du Marché subséquent.

De plus, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'Acheteur, ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

Dans le cadre de l'exécution des prestations contractuelles, les intervenants du Titulaire peuvent participer sur invitation de l'Acheteur à des réunions de travail. Lorsque ces réunions se déroulent dans les locaux de l'Acheteur, les stipulations de l'alinéa précédent s'appliquent.

4.2 – Confidentialité et sécurité

4.2.1 Confidentialité

Le présent article déroge expressément aux stipulations de l'article 5.1.2 du C.C.A.G. – PI.

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment l'Acheteur, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent.

L'Acheteur s'engage à garder confidentiel les documents et/ou informations du Titulaire dont il aura indiqué de manière claire et non équivoque le caractère confidentiel.

Le Titulaire doit faire preuve d'une vigilance renforcée lorsque ces informations sont de nature financière et/ou comptable et qu'elles sont susceptibles d'être qualifiées d'informations privilégiées au sens de la réglementation financière. Ces informations privilégiées peuvent concerner l'Acheteur ou les émetteurs d'instruments financiers sur lesquels l'Acheteur détient de telles informations. La divulgation, l'utilisation ou la recommandation d'agir sur la base de ces

informations privilégiées constituent des infractions pénalement répréhensibles.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux (2) années après l'expiration de l'Accord-cadre / du Marché subséquent pour quelque cause que ce soit ou à compter de la fin d'exécution du dernier bon de commande ou du marché subséquent dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la période de validité de l'Accord-Cadre.

Le respect de cette obligation de confidentialité et sécurité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ◆ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre de l'Accord-cadre / du marché. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Les modalités de destruction des données sont précisées à l'article 31 du CCAG-PI.

- ◆ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;

- ◆ le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'Accord-cadre / du Marché subséquent. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;

- ◆ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

- ◆ Le Titulaire s'engage à ne communiquer, ni permettre à quiconque ne disposant d'aucune autorisation ou habilitation à cet effet, l'accès aux données, et s'assure de la sécurité physique et logique des accès aux services mis en œuvre.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans l'Accord-cadre / du Marché subséquent, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et s'engage à ce titre à conclure avec les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

L'obligation de confidentialité et de sécurité est une obligation essentielle de l'Accord-cadre / du Marché subséquent sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire et pourra entraîner de ce fait en cas de non-respect une indemnité dans les conditions prévues ci-après à l'article 9.4.

4.2.2 – Sécurité

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection et l'intégrité des données de l'Acheteur et/ou des données qui lui seraient confiées dans le cadre de l'hébergement et du traitement de ces données. Il prend toutes les mesures pour empêcher l'accès par des tiers aux données qui lui sont confiées pendant l'exécution des présentes.

L'Acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du Titulaire ou le cas échéant, auprès de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'Acheteur selon les conditions prévues aux articles 19.3 du CCAG PI.

Le présent article complète les stipulations de l'article 5.2 du CCAG -PI.

4.3 – Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informera régulièrement l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations et a minima dans les conditions visées le cas échéant au CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée eu égard à l'objet même de l'Accord-cadre / du Marché subséquent. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations, objet de l'Accord-cadre / du Marché subséquent, mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- ♦ à alerter à l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent;
- ♦ à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- ♦ faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- ♦ à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCTP.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice grave pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

4.4 – Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord-cadre / du Marché subséquent, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre / Marché subséquent, cette stipulation étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part de l'Acheteur au Titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par l'article 1218 du Code civil.

4.5 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-cadre et des marchés subséquents

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants selon les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour l'exécution de parties de l'Accord-cadre / du Marché subséquent sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'Accord-cadre / du Marché subséquent.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des Documents Contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'Accord-cadre / du Marché subséquent, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'Accord-cadre « **Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage informatique et de conseil métier** ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'Accord-cadre / du Marché subséquent sont rédigées en français. »*

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) selon les dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. – Pl.

4.6 – Travail dissimulé

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre / du Marché subséquent soient régulièrement employées au regard de la législation et en particulier du Code du travail.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre / du Marché subséquent, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

4.7 – Protection des données à caractère personnel

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du CCAG TIC

Chacune des Parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel (ou « données personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données ou « RGPD ». Chaque Partie s'engage à ne traiter les données personnelles collectées ou traitées dans le cadre des présentes, que pour les besoins stricts de la signature et de l'exécution des présentes, ou pour toute autre finalité ultérieure qui serait compatible avec les finalités initiales de traitement de ces données personnelles.

Pour les besoins de l'exécution de l'Accord-cadre et lors de la réalisation des prestations objet de l'Accord-cadre, le Titulaire pourrait avoir accès à des données personnelles et/ou effectuer des traitements de données personnelles au sens de réglementation applicable.

Pour ce qui concerne les marchés à bons de commande visés à l'Accord-cadre

Le Titulaire, lorsque qu'il collecte et/ou traite des données personnelles, agit en qualité de sous-traitant au sens du RGPD. Il s'engage à ce titre à respecter les termes de l'Annexe « Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel » (version complétée) jointe au présent Accord-cadre, qui constitue le cadre contractuel applicable à la sous-traitance de données personnelles dans le cadre de l'ensemble des marchés à bons de commandes visés à l'Accord-cadre.

Pour ce qui concerne les marchés subséquents visés à l'Accord-cadre

Les caractéristiques des traitements de données personnelles et/ou les périmètres de responsabilité des Parties au titre du RGPD varient selon les marchés subséquents.

A cet égard, les Parties reconnaissent expressément et conviennent que les marchés subséquents viendront préciser les stipulations relatives à la protection des données personnelles applicable eu égard aux caractéristiques des prestations faisant l'objet desdits marchés subséquents, et des traitements de données personnelles inhérents à ces prestations.

Les qualifications des Parties au sens du RGPD seront définies aux marchés subséquents, de la manière la plus appropriée eu égard à leur rôle respectif vis-à-vis des traitements de données personnelles ainsi qu'aux caractéristiques des traitements inhérents aux prestations objet des marchés subséquents, et les obligations et droits respectifs des Parties.

En cas de sous-traitance de Données Personnelles, l'Acheteur met d'ores et déjà à disposition du Titulaire une annexe-type intitulée « Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel » (modèle vierge) jointe au présent Accord-cadre, qui fournit le cadre contractuel applicable entre l'Acheteur, agissant comme responsable de traitement et le Titulaire, agissant comme sous-traitant, au sens de la réglementation applicable. Elle devra être remplie par les Parties lors de la passation des marchés subséquents au regard des caractéristiques des traitements inhérents aux prestations concernées, le Titulaire s'engageant à en respecter l'ensemble des termes en sa qualité de sous-traitant.

4.8 – Personnel du Titulaire

Le Titulaire s'engage à prévoir des effectifs suffisants avec la compétence requise pour l'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent.

Le Titulaire affecte à l'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des services et pour la bonne réalisation de ceux-ci.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses équipes pendant la durée de l'Accord-cadre / du Marché subséquent.

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution de l'Accord-cadre / du Marché subséquent reste sous le contrôle et la seule autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire pendant toute la durée de l'Accord-cadre / du Marché subséquent. Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés, y compris lorsque les prestations sont effectuées dans les locaux de l'Acheteur.

4.9 – Dispositions relatives au conflit d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme:

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine

ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre / du Marché subséquent toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

4.10 – Suivi qualité des missions

Le suivi qualité de la mission s'effectuera avec l'interlocuteur privilégié désigné par le Titulaire, notamment afin de résoudre les difficultés d'exécution survenant dans l'Accord-cadre exécuté à bons de commande.

Le suivi qualité de la mission s'effectuera avec l'interlocuteur privilégié désigné par le Titulaire, notamment afin de résoudre les difficultés d'exécution survenant dans le cadre du Marché subséquent.

Le département des Achats de la Caisse des Dépôts réalisera un suivi de tous les marchés subséquents passés dans le cadre de l'accord-cadre, ainsi qu'une évaluation qualité à l'issue de chaque marché subséquent en relation avec le service prescripteur et le Titulaire dudit marché subséquent.

Les Titulaires de l'accord-cadre devront en outre, fournir **semestriellement** au département des Achats, un tableau récapitulatif de l'ensemble des marchés qui leur auront été attribués à travers l'accord-cadre en précisant :

- La direction prescriptrice
- Le montant du contrat
- La date de début (prévisionnelle ou réelle)
- La date de fin (prévisionnelle ou réelle)
- Le n° de marché ou de commande.

4.11 – Responsabilité sociale et environnementale

Le groupe Caisse des Dépôts se mobilise pour anticiper, accompagner et accélérer les mutations de la société française, avec la ferme conviction que ces transitions doivent conduire à un développement durable, responsable et bénéfique pour tous. Inscrite au cœur de ses priorités stratégiques, sa stratégie de développement durable est liée à ses valeurs fondatrices qui sont l'intérêt général et le long terme. Son devoir d'exemplarité lui impose d'agir de façon responsable et significative en faveur du développement économique de chaque territoire, d'une éthique financière, du respect et de la protection de l'environnement et de l'équité sociale.

Pleinement conscient de l'urgence de préserver les équilibres climatique et écologique, le Groupe a érigé la Transition Ecologique et Energétique au rang de priorité dès 2012, en anticipation de la Conférence de Paris sur le Climat (COP21). Il s'impose depuis comme un opérateur majeur de cette transition en orientant ses financements en faveur de l'économie bas-carbone.

La CDC s'attend à ce que :

Le Prestataire s'engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter,
- de manière générale, réduire son impact sur l'environnement (y compris sur le volet biodiversité).

Le Prestataire communique annuellement à la Caisse des Dépôts, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
 - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués au plus tard le 28 février de l'année suivant l'exercice considéré.

Par ailleurs, les engagements spécifiques pris par le Titulaire, lors de la remise de son offre pour l'accord-cadre, sur les aspects environnementaux et sociaux en matière de RSE, devront être réalisés dans l'exécution des missions qui lui seront confiées, selon le lot soit par l'obtention d'un marché subséquent (lots 1 2 6 7 8 9 10 11) soit lors de l'émission des bons de commande (lots 3 4 5).

4.12 – Remise de fin d'année (RFA) sous la forme d'heures d'insertion

4.12.1 Objet de la clause

Dans le cadre de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, et afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, le présent accord-cadre prévoit la mise en place d'une clause de remise de fin d'année (RFA) sous la forme d'heures d'insertion, dont le volume à réaliser sera calculé en fonction du chiffre d'affaires hors taxes réalisé pour chacun des Titulaires dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-PI, dès lors que le Titulaire aura réalisé, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, un chiffre d'affaires atteignant les seuils définis au point 5 du présent article, il devra réaliser un volume d'heure d'insertion professionnelle (ci-après le « Volume d'heures d'insertion »), calculé selon les modalités prévues au point 5 du présent article, à des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles parmi les publics désignés au point 3 du présent article.

4.12.2 Mécanisme de conversion

Le Volume d'heures d'insertion sera calculé annuellement sur la base du chiffre d'affaires réalisé par le Titulaire au cours de chaque année d'exécution de l'accord-cadre (le « Chiffre d'affaires »). Le Chiffre d'affaires correspond, pour chaque année d'exécution de l'accord-cadre courant à compter de la date de notification de l'accord-cadre ou de la date anniversaire de cette notification, au montant facturé par le Titulaire à la CDC au titre de l'accord-cadre, avant application de toute pénalité ou réfaction.

Le Volume d'heures d'insertion ainsi calculé devra être réalisé par le Titulaire, en année n+1, à compter de la deuxième année d'exécution de l'accord-cadre et ce, chaque année (si le Chiffre d'affaires pour l'année n atteint l'un des seuils définis au point 5), pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Dans le cas où plusieurs lots seraient attribués à un même titulaire, le Titulaire s'engage à réaliser, pour chacun des lots, un Volume d'heures d'insertion calculé selon les modalités définies au présent article, sur la base du Chiffre d'affaires facturé au titre du lot considéré.

4.12.3 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle et public visé

4.12.3.1. Le Titulaire s'engage à réaliser le Volume d'heures d'insertion, conformément aux modalités définies ci-après :

- Le recours à la sous-traitance avec une Entreprise d'Insertion (EI)
- L'accueil par le Titulaire de salariés en situation d'insertion professionnelle mis à disposition par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou une Association Intermédiaire (AI), ou tout autre organisme ayant le même objet.
- L'embauche directe par le Titulaire. Dans le cas où le Titulaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion, dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'un contrat de travail à durée déterminée, y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citée ci-dessus.

4.12.3.2. Les publics auxquels le Volume d'heures d'insertion peut être proposé par le Titulaire relèvent notamment de l'une des catégories suivantes ou d'autres catégories expressément visées à l'article 16.1 des CCAG-PI :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage).
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.512-13 du Code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi.
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente, (ATA), du RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité.
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (de niveau infra V, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP).
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur.
- Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans).
- Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique) c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI).
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées.
 - Prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ou Etablissement Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE)).
 - Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée.
 - Personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet
 - Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP).
 - Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE),

des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

4.12.4 Calcul des heures d'insertion

Le Volume d'heures d'insertion sera dû annuellement, à compter de la deuxième année d'exécution de l'accord-cadre, par le Titulaire, ou chacun des Titulaires dans le cas d'un accord-cadre ayant plusieurs titulaires, dès lors que le Chiffre d'affaires atteindra :

- **Entre 1 000 000 € HT et 1 499 999 € HT** : le Volume d'heures d'insertion à réaliser sera de **35 heures** ;
- **Au-delà d'un Chiffre d'Affaires de 1 499 999 € HT** : le Volume d'heures d'insertion sera augmenté de **40h par tranches de Chiffre d'affaires de 500 000 € HT**.

A la fin de chaque année d'exécution de l'accord-cadre (date anniversaire de notification), le Titulaire établira l'état récapitulatif des prestations facturées à l'acheteur au cours de l'année et procèdera au calcul du Chiffre d'affaires au titre de l'année considérée.

Le Titulaire soumettra ensuite à l'Acheteur le Volume d'heure d'insertion à réaliser au cours de l'année suivante pour validation.

4.12.5 Suivi et contrôle

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-PI, le Titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Acheteur.

Le Titulaire devra fournir, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, un bilan annuel comprenant :

- Les justificatifs et informations relatives à l'éligibilité des publics sollicités (attestation d'éligibilité, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, récapitulatif des factures, etc.) ;
- une description détaillée des actions mises en œuvre et des missions confiées ;
- le nom des structures éventuellement mobilisées pour la mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- le nombre d'heures d'insertion réalisées au regard du Volume d'heures d'insertion ;
- les éventuelles difficultés rencontrées dans la réalisation du Volume d'heures d'insertion.

4.12.6 Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

Les pénalités sont détaillées à l'article 9.6 du présent document.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le Titulaire de ses obligations au titre de la présente clause. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion avec un ou plusieurs de sous-traitants, il reste responsable de la réalisation du Volume d'heures d'insertion à l'égard de la CDC et de la bonne remontée des informations dont la communication à la CDC est requise au titre de la présente clause, et à ce titre supporte les éventuelles pénalités associées.

4.13 – Remise de fin d'année (RFA) financière uniquement pour les lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11

4.12.1 Objet de la clause

La remise de fin d'année financière sera évaluée de manière transparente et équitable, en prenant en compte les résultats de chaque titulaire de l'accord-cadre.

Il est entendu que cette remise de fin d'année financière ne pourra en aucun cas compromettre la qualité ou l'intégrité des prestations intellectuelles fournies dans le cadre de l'accord-cadre, et qu'elle sera soumise à la satisfaction des exigences contractuelles et des niveaux de performance convenus.

4.12.2 Période de prise en compte

La remise de fin d'année est appliquée sur le chiffre d'affaires réalisé pour chaque année d'exécution soit le montant facturé par le Titulaire, avant application de toute pénalité ou réfaction éventuelle, sur une période d'un an à compter de la date de notification de l'Accord-cadre, et ce pendant toute la durée de l'Accord-Cadre.

Pour la première année de l'Accord-cadre, il est entendu que la période de prise en compte pour la détermination du Chiffre d'Affaires débutera à la date de notification du présent Accord-cadre et finira à échéance de la première année.

Pour les années suivantes, il est entendu que la période prise en compte pour la détermination du Chiffre d'Affaires débutera à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre jusqu'à la fin de l'année en cours d'exécution.

4.12.3 Mécanisme de calcul

Pour chaque titulaire, un pourcentage aura été contractualisé dans l'annexe financière par tranche de Chiffre d'affaires.

Le pourcentage sera déterminé sur la base du chiffre d'affaires (CA) réalisé durant la première année d'exécution de l'accord-cadre,

Dans le cas où plusieurs lots seraient attribués à un même prestataire, le CA sera calculé sur la base du cumul du montant facturé annuellement de **chaque lot** dont il est titulaire à compter de la date de notification de chaque accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'Acheteur, 2 mois avant la date anniversaire de notification de l'Accord-Cadre, un état récapitulatif des commandes passées indiquant le CA réalisé au cours de l'année afin de pouvoir calculer le nombre d'heures d'insertion correspondant à la période à venir.

Il est entendu que, dans le cas de chiffre d'affaires réalisés par un ou plusieurs membres d'un Groupement, le calcul du Chiffre d'Affaires se fera au niveau du Groupement et la charge de la remise de fin d'année incombera à son Mandataire.

Il est entendu que, dans le cas de chiffre d'affaires réalisées par un sous-traitant ou cotraitant, le calcul du Chiffre d'Affaires se fera au niveau de l'ensemble.

La charge de la baisse des prix, déterminée sur la base sur chiffre d'affaires, incombera au Titulaire du présent Accord-Cadre.

Le Chiffre d'Affaires est exprimé en euros toutes taxes comprises, dès le premier euro facturé.

4.12.4 Mode de fonctionnement

Un tableau récapitulatif des montants des prestations facturées, constitutifs du chiffre d'affaires de l'année N, sera envoyé, par courriel, dans un délai de deux mois de l'année N+1, par le titulaire à l'acheteur. En cas de contradiction entre les montants transmis par le titulaire et ceux identifiés par l'Acheteur, ce dernier aura la charge de justifier des éventuelles différences. Après revue de la justification des éventuelles différences, l'Acheteur informera le titulaire du montant définitif du chiffre d'affaires. En l'absence de justification, les montants contestés seront inclus dans l'assiette de calcul de la baisse de prix.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires, à compter de la date d'envoi du tableau récapitulatif, pour valider ou contester les éléments envoyés par l'Acheteur. Sans retour du titulaire dans ledit délai, le montant du Chiffre d'Affaires préalablement transmis sera considéré comme validé par le titulaire.

4.12.5 Modalités de recouvrement de la baisse de prix

L'Acheteur adresse une demande d'émission d'avoir par courriel au Titulaire.

L'avoir sera dû annuellement à compter de la deuxième année d'exécution de l'accord-cadre, par le Titulaire dès lors que le Chiffre d'affaires atteindra 1 000 000 € HT.

Il sera calculé en prenant le pourcentage de remise accordé par le titulaire, par tranche de chiffre d'affaires, contractualisé dans son annexe financière multiplié par le chiffre d'affaires réalisé.

Le Titulaire devra émettre cet avoir, à l'attention de l'Acheteur, du montant total de la remise de fin d'année calculé, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date d'envoi de la demande d'émission de l'avoir par l'Acheteur.

En cas de non-respect du délai d'émission de l'avoir, l'Acheteur adressera une mise en demeure au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, de procéder au paiement du montant total de la baisse de prix dans les plus brefs délais.

A réception de l'avoir dans les délais fixés, l'Acheteur imputera le montant total de la baisse de prix au paiement des factures dues au titulaire.

4.14 – Accessibilité numérique

L'accessibilité numérique signifie que les personnes handicapées peuvent utiliser tout service numérique. Plus précisément, l'accessibilité signifie que tout est conçu pour que ces personnes puissent percevoir, comprendre, naviguer et interagir de manière efficace avec les interfaces et les contenus numériques.

La loi française prévoit que les services numériques de la Caisse des Dépôts soient accessibles aux personnes en situation de handicap, dans le respect du **décret n° 2019-768 du 24 juillet 2019 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des services de communication au public en ligne**, en application de **l'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**.

Les prestations qui seront fournies à la Caisse des Dépôts devront respecter les normes d'accessibilité numérique, notamment celles concernant la conception, le développement et le maintien d'interfaces homme-machine (IHM) présentes dans les services, plateformes ou tout type de solutions numériques.

Le respect du Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA) est fondamental pour la Caisse des Dépôts.

Article 5 : Garanties financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'accord-cadre / du Marché subséquent.

Article 6 : Prix de l'Accord-cadre

6.1 – Lots 3 – 4 – 5 : Caractéristiques des prix pratiqués de l'accord-cadre

Les prestations faisant l'objet de l'Accord-cadre sont réglées à **prix unitaires** par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Variation des prix des Accords-cadres à bons de commande :

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de l'accord-cadre sont révisés **annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sur demande écrite préalable du Titulaire**, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule :

Formule
$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement.

- C_n est le coefficient de révision
- I_0 est l'index de référence au mois zéro (mois de remise des offres de l'Accord-cadre)
- I_n est l'index de référence correspondant au mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule (date anniversaire de la notification du lot considéré).

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période concernée.

L'index de référence I , est l'index SYN Honoraires **SYNTEC** (sociétés assujetties à la TVA) appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
SYN	Tous les prix

Lorsque I_n n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, l'Acheteur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I .

Le paiement complémentaire, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de I_n et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois (3) mois après la date à laquelle I_n est publié.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'Accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

6.2- Lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 : Caractéristiques des prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix renseignés par le Titulaire dans la grille de tarifs de l'accord-cadre deviennent les prix plafonds de l'accord-cadre.

Les prix pratiqués dans le cadre des marchés subséquents ne pourront donc en aucun cas dépasser les prix plafonds de l'accord-cadre sous peine de non-conformité de l'offre.

Variation des prix plafonds des Accords-cadres à marchés subséquents :

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de l'accord-cadre sont révisés **annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par l'Acheteur** en application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

Formule
$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement.

- Cn est le coefficient de révision
- I_0 est l'index de référence au mois zéro (mois de remise des offres de l'Accord-cadre)
- I_n est l'index de référence correspondant au mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule (date anniversaire de la notification du lot considéré).

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période concernée. Sur demande écrite du titulaire, ils seront communiqués.

L'index de référence I, est l'index SYN Honoraires **SYNTEC** (sociétés assujetties à la TVA) appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
SYN	Tous les prix

Lorsque I_n n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, l'Acheteur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I.

Le paiement complémentaire, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de I_n et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois (3) mois après la date à laquelle I_n est publié.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'Accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

6.3- Lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 : Caractéristiques des prix des marchés subséquents

Les caractéristiques des prix des prestations seront déterminées par les marchés subséquents.

Les prestations faisant l'objet de chaque marché subséquent sont réglées, soit à prix unitaires, soit à prix global et forfaitaire dont le détail est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire, soit à prix mixtes conformément à l'annexe financière.

Dans tous les cas, les prix des marchés subséquents sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des Livrables dus par le Titulaire au titre du Marché, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution des prestations conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution du Marché dans la limite d'un rayon de 200 km entre le lieu d'exécution de la prestation et celui de l'établissement habituel du Titulaire), ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle visée à l'article 12.

Les prix des Marchés subséquents sont fermes et définitifs.

Les prix des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques déterminées par chacun desdits marchés subséquents, ou, à défaut d'indication dans le marché subséquent, des conditions économiques en vigueur à la date de signature par le Titulaire de son offre pour le marché subséquent concerné. Le mois pris en compte pour la détermination des conditions économiques de référence est appelé « mois zéro ».

6.4- Caractéristiques communes à l'ensemble des lots

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution de la prestation dans la limite d'un rayon de 200 km entre le lieu d'exécution de la prestation et celui de l'établissement habituel du Titulaire) ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, et la cession des droits de propriétés intellectuelle visée à l'article 12.

Lorsque le lieu d'exécution de la prestation est distant de plus de 200 kilomètres du lieu de l'établissement habituel du Titulaire (c.a.d de la société titulaire de l'accord-cadre, et non du lieu d'habitation personnel du consultant), les frais professionnels liés à l'exécution de cette prestation sont facturés en sus du prix de la prestation à l'Acheteur, la facture devant être accompagnée de justificatifs. Ces frais sont pris en charge par l'Acheteur dans la limite du barème en vigueur de l'Acheteur.

A la date de notification de l'accord-cadre, ce barème est le suivant :

- Pour l'hébergement :
 - à Paris (nuitée, et petit déjeuner et taxe de séjour) : 110 € TTC
 - en province (nuitée, et petit déjeuner et taxe de séjour) : 90 € TTC
 - en Outre-mer (nuitée, et petit déjeuner et taxe de séjour) : 101 € TTC

- Pour la restauration (par repas) :
 - à Paris : 25 € TTC
 - en province : 21 € TTC
 - en Outre-mer : 25 € TTC

Le repas concerné peut être un déjeuner voire un dîner, et les frais de dîner peuvent être pris en charge seulement s'ils sont suivis d'une nuitée en mission ou bien si l'arrivée du train ou de l'avion emprunté au retour a lieu après 20h.

Par ailleurs, si l'intervenant externe peut accéder à un restaurant interne à l'Acheteur, il ne peut être remboursé d'un repas pris à l'extérieur.

- Pour le transport :

Un véhicule de location de la catégorie la plus économique de préférence ou médiane si nécessaire peut être exceptionnellement réservé sur une courte durée, pour des trajets inférieurs à 250 kilomètres, ne pouvant être facilement réalisés en train (temps de correspondance trop important, nécessité de plus d'un changement voire absence de transport en commun à l'arrivée).

En cas d'impossibilité d'usage justifiée des moyens de transport en commun, l'utilisation du véhicule personnel de l'intervenant peut être envisagée à titre exceptionnel, et les frais relatifs à l'usage du véhicule personnel seront pris en charge dans la limite du barème suivant :

- < 6 CV : 0,38 € TTC / km professionnel parcouru
- 6 et 7 CV : 0,46 € TTC / km professionnel parcouru
- 8 CV et plus 0,50 € TTC / km professionnel parcouru

Les trajets en avion sont uniquement autorisés en cas :

- d'absence de liaison ferroviaire ;
- de durée excessive – soit au-delà de 6 heures - de l'aller-retour journalier ;
- de changements multiples imposés par les liaisons ferroviaires ;
- si l'horaire de début de réunion n'est pas compatible avec un déplacement en train et n'a pu être décalé.

Le recours aux compagnies aériennes à bas prix doit être privilégié pour tous les trajets domestiques.

La réservation dans la classe la plus économique est obligatoire :

- pour tout trajet simple en train d'une durée inférieure à 3 heures ;
- pour tout trajet simple en avion d'une durée inférieure à 4 heures.

Pour les trajets simples supérieurs à ces durées ou pour les trajets en train aller/retour supérieurs à 4 heures effectués dans la même journée, la réservation en classe immédiatement supérieure est autorisée. Elle ne doit pour autant pas être considérée comme automatique. La première classe des compagnies aériennes est en revanche interdite.

La facturation de ces frais seront établis, le cas échéant, selon les règles suivantes :

- Le prestataire refacturera le montant TTC augmenté de la TVA pour la refacturation de frais dont la TVA n'ouvre pas droit à déduction,
- Le prestataire refacturera le montant HT augmenté de la TVA pour la refacturation des frais dont la TVA peut être déduite.

- ⇒ Frais dont la TVA n'est pas déductible :
- Hébergement, hôtel ;
 - Transport des personnes quels que soient la voie ou les moyens utilisés : route (bus ou taxi), fer (train ou métro), air, eau ;
 - Location de véhicules de tourisme ;
 - Essence
 - Remboursement des frais calculé à partir du barème kilométrique.
- ⇒ Frais dont la TVA est en principe déductible :
- Restauration ;
 - 80% de la TVA sur gazole des véhicules de tourisme ;

Article 7 : Avance

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 11.1 du C.C.A.G.-P.I. Il est spécifié qu'aucune avance ne sera versée.

Article 8 : Modalités de règlement

8.1 – Acomptes et paiement partiels définitifs

Lots 3 – 4 – 5 - : Accords-cadres à bons de commandes : L'accord-cadre ne donnera pas lieu au versement d'acomptes.

Les modalités de paiement sont précisées au cahier des clauses techniques particulières.

Le montant des prestations commandées est réglé après vérification et admission du ou des livrables dus au titre de la prestation prononcée dans les conditions définies au présent CCAP, et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le Titulaire.

Lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 : Accord cadre à Marchés subséquents : Les marchés subséquents préciseront les modalités de paiement des prestations à la charge du titulaire.

8.2 – Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-P.I.

Les demandes de paiement seront transmises obligatoirement sous forme électronique, conformément à l'article 11.8 du C.C.A.G - PI portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur

- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution de l'accord-cadre, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement (acomptes, soldes, règlements partiels définitifs) devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles seront retournées au Titulaire.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, sous peine de rejet, comporter les coordonnées bancaires ou être accompagnée d'un RIB.

Facturation électronique :

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

Libellé de facturation :

Caisse des Dépôts et Consignations
PDEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

Celles de notre filiale I CDC seront communiquées aux titulaires ultérieurement.

Facturation électronique :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1^{er} janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution du marché.
Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante :

assistance-sy@caissedesdepots.fr.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr

Le mode opératoire « *Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements* » ainsi que le « *Portail SY – Les bonnes pratiques à adopter* » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

8.3 - Facturation en cas de groupements d'opérateurs économiques et sous-traitance

- En cas de groupements d'opérateurs économiques :
 - ◆ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
 - ◆ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf si l'Accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-P.I.

En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'Accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a quinze (15) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'Acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'Acheteur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

L'Acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier toute demande de paiement qui comporterait des erreurs ou serait incomplète. Dans ce cas, il notifie au Titulaire la demande de paiement rectifiée.

8.4 – Délai de paiement

Sous réserve des dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues au(x) Titulaire(s), seront payées dans un délai global de **rente (30) jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) Titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 et suivants du Code de la commande publique.

Article 9 : Pénalités applicables

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14.1 du CCAG. P.I.

Les stipulations de l'article 14.2 du C.C.A.G P.I. sont applicables au présent Accord-cadre et complètent le présent article 9.

Les pénalités prévues à l'article 14.2 du C.C.A.G. – P.I. en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel sont applicables.

9.1 – Conditions générales d'application des pénalités

Sauf stipulation contraire des documents contractuels ou différente dans la fiche de mission du marché subséquent, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes pour tous les lots de l'Accord-cadre et des Marchés subséquents.

Toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux Documents Contractuels, ou force majeure

Les pénalités autres que les pénalités de retard ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire au cours de l'accord-cadre (lots 1 à 11), hors pénalités appliquées au titre de l'article 9.3 du présent CCAP, ne pourra pas être supérieur à 50 % du montant HT des bons de commande émis en exécution de l'accord-cadre (lots 3 – 4 – 5) et ne pourra pas être supérieur à 50 % du montant global et forfaitaire en euros HT du marché subséquent stipulé dans les Documents Contractuels **ou** du montant cumulé HT des prestations forfaitaires du Marché et des bons de commande émis en exécution du marché **ou** du montant HT des bons de commande émis en exécution du marché (lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11).

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de l'accord-cadre de plein droit pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 « Résiliation pour faute du Titulaire » du C.C.A.G.-P.I.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une

renonciation l'Acheteur à appliquer les pénalités.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

Cette pénalité s'appliquera sauf cas de force majeure et sous réserve que le retard ne soit pas imputable l'Acheteur. L'Acheteur émettra un titre exécutoire correspondant au montant des pénalités et notifiera le décompte des pénalités au Titulaire. Il est convenu que l'Acheteur déduira le montant de ce titre exécutoire du règlement correspondant au mois des prestations qui font l'objet des pénalités, ou à défaut, du règlement correspondant au(x) mois suivant(s).

9.2 – Pénalités pour retard d'exécution

Le Titulaire encourt, en cas de retard d'exécution d'une prestation, sauf stipulation différente dans la fiche de mission du marché subséquent pour les lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9- 10 – 11, dans la livraison ou la correction d'un Livrable, au regard des délais de livraison ou de correction définis par les Documents Contractuels, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

$$P = V \times R / 100.$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité appliquée ;
- V correspond au prix, tel que stipulé dans les Documents Contractuels, de la prestation affectée du retard, ou en exécution de laquelle est dû le Livrable affecté du retard ;
- R correspond au nombre de jours calendaires de retard dans l'exécution de la prestation, la livraison ou la correction du Livrable.

9.3 – Pénalités pour non-respect des profils présentés dans les marchés subséquents

Dans le cas où le titulaire ne fournit pas les profils de compétences et d'expérience spécifiés dans son offre initiale au mémoire technique en réponse au marché subséquent, il encourt une pénalité fixée à 300 euros par jour de non-conformité et par profil non respecté.

La pénalité est applicable dès le premier jour de constatations du non-respect des profils.

9.4 – Pénalités pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité :

- Lots 3 – 4 – 5 : dont le montant est égal à 10 % du montant cumulé TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
- Lots 1 – 2 – 6- - 7 – 8 – 9 – 10 – 11 : dont le montant est égal à 10 % du montant global et forfaitaire TTC du marché subséquent concerné ou du montant cumulé TTC des prestations forfaitaires du Marché et des bons de commande ou du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

9.5 – Indemnité forfaitaire : pour non-respect de l'obligation de confidentialité et de sécurité

L'obligation de confidentialité et de sécurité est une obligation essentielle de l'accord-cadre /du Marché sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire.

En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité et de sécurité dont il est rapporté la preuve par l'Acheteur, le Titulaire sera redevable à l'égard de l'Acheteur, après notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une indemnité forfaitaire de trente mille euros (30 000 €) HT due à titre de clause pénale, sans préjudice de tous dommages et intérêts en indemnisation des préjudices afférents.

L'indemnité forfaitaire est applicable par violation constatée de l'obligation susvisée lors de l'exécution des prestations de l'accord-cadre (lots 3 – 4 – 5) ou dans un ou plusieurs marchés subséquents (lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11).

Le Titulaire reconnaît que cette clause pénale n'est ni dérisoire ni excessive au regard des enjeux de l'Accord-Cadre et des informations auxquelles il aura accès.

9.6 – Pénalité pour non-réponse consécutive à des marchés subséquents

Uniquement pour les lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11, en cas où un titulaire ne motive pas l'absence de réponse à 10 sollicitations de Marchés subséquents auprès de l'Acheteur, conformément aux dispositions de l'article 1.6.2 du présent C.C.A.P., l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une indemnité forfaitaire de 200 euros HT pour chaque nouvelle sollicitation où le titulaire ne motive pas son absence de réponse.

9.7 – Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

En cas de non-respect des obligations de la présente clause, et après une mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

- Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle : 200 € par jour de retard et par document
- Non remise du bilan annuel : 500 euros
- Non réalisation du Volume d'heures d'insertion : 50 euros par heure d'insertion non réalisée.

Article 10 : Vérifications et admission des prestations objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Les stipulations de l'article 10 dérogent aux articles 28 et 29 du CCAG PI.

Les opérations de vérification et de réception des prestations sont effectuées dans les conditions définies au C.C.A.G.-P.I., notamment à ses articles 28 et 29, sous réserve des stipulations ci-après.

Pour tous les lots, sauf mentions contraires dans les marchés subséquents pour les lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11, à la remise de chaque Livrable dû, l'Acheteur procède, dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de leur livraison, à la vérification du Livrable remis. A ce titre, l'Acheteur vérifie :

- ♦ Que le Livrable remis est complet et conforme aux exigences des Documents Contractuels ;
- ♦ Que le Livrable remis présente le niveau de qualité que l'Acheteur est en droit d'attendre au titre de l'accord-cadre /du Marché subséquent.

Aucune admission tacite des Livrables remis par le Titulaire ne pourra avoir lieu dans le cadre du présent Accord-cadre.

Dès lors que i) les Livrables sont conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte le(s) Livable(s) ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels, l'Acheteur procède à l'admission des prestations. Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels l'Acheteur informera le Titulaire du rejet des prestations, en indiquant les motifs de ce rejet.

Par suite, si les défauts constatés affectent le(s) Livable(s) remis, le Titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires dans un délai de **huit (8) jours** ouvrés à compter de la réception de la décision de rejet transmise par l'Acheteur.

En cas de nouveau refus de validation par l'Acheteur, ou en l'absence de correction du Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, l'Acheteur pourra :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire ;
- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû, et le cas échéant, résilier l'Accord-cadre de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-P.I sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Article 11 : Droit de propriété intellectuelle

11.1 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Connaissances antérieures et Connaissances antérieures standards

Les stipulations des articles 32.2 et 32.3 qui définissent les Connaissances antérieures et les Connaissances antérieures standards et également les stipulations de l'article 33 et 34 qui en précise notamment le régime, s'appliquent au présent Accord-cadre.

11.2 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Résultats

Conformément aux stipulations de l'article 32.1 du C.C.A.G.-P.I. les Résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre et des marchés subséquents, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les Résultats comprennent les éléments réalisés par l'Acheteur dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'Acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent Accord-cadre et des Marchés subséquents.

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 35 du C.C.A.G.-P.I.

Le Titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre de l'Accord-cadre et des Marchés subséquents, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats réalisés par le Titulaire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- Le droit de reproduction, en tout ou partie, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des Résultats, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre / du Marché subséquent, et notamment supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques;
- Le droit de représentation, en tout ou partie, des Résultats, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre / du Marché subséquent,, et notamment par tous moyens de communication électronique ou multimédia tels que notamment câble, satellite, voie hertzienne, réseau de toute nature et notamment réseaux internes ou externes de type Internet, intranets, télévision numérique et/ou interactive ;
- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, de faire évoluer, les Résultats, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen, et notamment, sur supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques, pellicules, DVD, ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur ;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non, de tout ou partie des droits cédés, conclus avec tout tiers.
- de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les Résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs.
- le droit de rétrocéder, tout ou partie des droits cédés, et notamment consentir à tout tiers tout contrat de production audiovisuelle, de diffusion, de commercialisation et de toute licence concernant les Résultats, sous quelque forme, quelque moyen, quelque support que ce soit, tels que ci-avant visés.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des Résultats tels que détaillés ci-dessus, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés. A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente cession, le Titulaire ne pourra s'opposer à la reprise et l'adaptation des Résultats tels que détaillés ci-dessus, en cas de résiliation anticipée de l'Accord-cadre / du Marché subséquent, du fait d'une défaillance du Titulaire, telle que visée au titre de l'article 13 du CCAP.

La cession des droits de propriété intellectuelle relatifs à l'ensemble des Résultats est effectuée pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents, quelles que soient les causes de cessation de l'Accord-cadre / du Marché subséquent,, pour la France et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet pour le monde entier.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant des prestations. Le prix prend en compte l'étendue de la cession, son caractère exclusif ou non ainsi que l'étendue des exploitations.

Article 12 : Résiliation de l'Accord-cadre et des Marchés subséquents

Les conditions de résiliation applicables au présent Accord-cadre sont les suivantes :

Dispositions relatives à la résiliation des Accords-cadres :

L'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent Accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I. - soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'Accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

L'Accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les conditions définies au Chapitre 7 du C.C.A.G.- PI.

Outre les cas visés à l'article 39 du C.C.A.G.-P.I., l'Accord-cadre peut notamment être résilié pour faute du Titulaire :

- en cas d'atteinte du plafond de pénalité stipulé à l'article 10 du présent CCAP ;
- en cas de décision de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article 11 du présent CCAP;
- en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article 15.1 du présent CCAP ;
- L'accord-cadre des lots 1 – 2 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 pourra être résilié à l'égard d'un Titulaire qui n'aurait pas justifié par écrit de son impossibilité de remettre une offre pour des marchés subséquents proposés.

Dans ces cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations. La décision de résiliation est notifiée à chacun des Titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à l'égard de chaque Titulaire, à la date de sa notification.

Un Accord-cadre à bons de commande sans montant minimum ne donne droit à aucune indemnité en cas de résiliation de ce dernier pour motif d'intérêt général.

Dispositions relatives à la résiliation des Marchés subséquents :

Les marchés subséquents, quant à eux, pourront être résiliés par l'Acheteur selon les stipulations du Chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I., avec les réserves et précisions suivantes :

1- La résiliation ne peut être prononcée dans les cas prévus aux articles 37 1^{er} d), 37 1^{er} n) et 38 du C.C.A.G.-P.I. que par l'Acheteur.

2- En cas de résiliation d'un marché subséquent à prix forfaitaire par l'Acheteur sur le fondement de l'article 40 du C.C.A.G.-P.I., pour motif d'intérêt général, le Titulaire pourra percevoir

à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %. Cependant, en cas de résiliation par l'Acheteur d'un marché subséquent à bons de commande sans minimum, ni maximum, sur le fondement de l'article 40 du C.C.A.G-P.I. pour motif d'intérêt général, le Titulaire ne percevra aucune indemnisation.

3- En cas de résiliation d'un marché subséquent pour faute du Titulaire, l'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 27 du C.C.A.G-P.I. - soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

Article 13 : Responsabilité et Assurances

13.1 – Responsabilité contractuelle du Titulaire

Le Titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre. Le Titulaire supportera seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature que lui ou ses sous-traitants pourrait causer au Client, à des tiers ou aux personnels du Client.

D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles. Les parties conviennent que tels que l'atteinte à la renommée l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

La responsabilité du Titulaire sera limitée à deux (2) fois le montant cumulé et global des bons de commande et des Marchés subséquent conclu avec le Titulaire, ce quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Toutefois le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;
- en cas de mise en œuvre des dispositions de l'article « Garantie d'éviction » ;
- en cas de manquement à une obligation essentielle d'un marché subséquent ou de l'Accord Cadre ;
- en cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

Il est expressément convenu entre les parties, et accepté par le Titulaire, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation de l'Accord-cadre.

13.2 – Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la notification de l'Accord-cadre exécuté à bons de commande, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes

fautes ou dommages pouvant être causés l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à chaque reconduction de l'Accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'Accord-cadre, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 : Droit et langue

Le présent Accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige sur l'exécution de l'Accord-cadre, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent.

En cas de compétence rationae materiae différente, notamment afférente à la validité des droits de propriété intellectuelle, objet de la cession visée dans les Documents Contractuels, le ressort du tribunal compétent sera celui du ressort des tribunaux de Paris.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

Article 15 : Clauses complémentaires

15.1 – Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de

la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Chaque attributaire aura à produire les documents mentionnés ci-après.

♦ **A l'attribution de l'accord-cadre et des marchés subséquent :**

- Les **attestations et certificats délivrés** par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses **obligations fiscales**.

♦ **Le Titulaire de l'Accord-cadre produira tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre et des marchés subséquents :**

1/ Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, **un justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2/ Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2, 2° du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- **Ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi.**

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

15.2 – Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe Caisse des Dépôts. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

15.3 – Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation. Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

15.4 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la Caisse des Dépôts à la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT)

La Caisse des Dépôts est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire de l'accord-cadre est informé que la Caisse des Dépôts, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, la Caisse des Dépôts peut être tenue, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

Article 16 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles (P.I.)

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. P.I.
- L'article 3.2 déroge à l'article 13.3 du C.C.A.G. P.I.
- L'article 4.3.1 déroge à l'article 5.1.2 du C.C.A.G. PI
- L'article 4.7 déroge à l'article 5.2 du C.C.A.G. PI
- L'article 7 déroge à l'article 11.1 du C.C.A.G-PI

- L'article 9 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. PI
- L'article 10 déroge aux articles 28 et 29 du C.C.A.G. P.I.
- L'article 11 déroge à l'article 35 du C.C.A.G. PI